

CIDR

- Français - Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Dossiers pays

CAMEROUN - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

CIDR

lundi 2 mars 2009

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 12/01/09

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République du Cameroun

Superficie : 475 442 km²

Population : 18,5 millions d'habitants (estimation BM 2007)

Capitale : Yaoundé

Villes principales : Douala, Yaoundé (capitale administrative), Bafoussam, Garoua, Maroua

Langue (s) officielle (s) : français et anglais

Monnaie : franc CFA (100 francs CFA = 0,15 euros)

Fête nationale : 20 mai

Données démographiques

Croissance démographique : 2,2 % par an (BM 2006)

Espérance de vie : 46,1 ans (BM 2006)

Taux d'alphabétisation (15 ans et plus) : 67,9% (PNUD 2004)

Religions : christianisme (35-40%), islam (15-20%), animisme (45%)

Indice de développement humain : 144 sur 177 pays (PNUD 2006)

Données économiques

PNB : 19,14 mds de dollars (BM 2007)

PIB par habitant : 1050\$ (BM 2007)

Taux de croissance : 3,3 % (Estimation 2007)

Taux d'inflation : 2 % (BM 2007)

Solde commercial : 336 MEuros (DREE 2006)

Principaux clients : Espagne (20,2 %), Italie (16%), France (11,9 %) (EIU 2007)

Principaux fournisseurs : France (23,7 %), Nigeria (12,3 %), Belgique (5,9 %) (EIU 2007)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : (2005, BM) : agriculture : 19% industries : 29% services : 52%

Exportations de la France vers le Cameroun : 498 millions d'euros (DREE 2006)

Importations françaises du Cameroun : 511 millions d'euros (DREE 2006)

Consulats de France : Douala, Garoua, Yaoundé

Communauté française au Cameroun : 5500 personnes immatriculées (2007)

Communauté camerounaise en France : 35000 (2007)

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Depuis 1982, le Président Paul Biya est à la tête du Cameroun, pays marqué par le bilinguisme des langues officielles (français et anglais) et une grande diversité géographique, ethnique, religieuse et linguistique (plus de 250 langues recensées). Il a été reconduit pour un nouveau mandat le 11 octobre 2004 et dispose d'une très large majorité à l'Assemblée (victoire du parti présidentiel, le RDPC [Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais] aux législatives du 22 juillet 2007).
- ▶ Le Président Biya a procédé le 7 septembre 2007 à un remaniement de l'équipe gouvernementale. Si le premier ministre, Ephraïm Inoni, a conservé son poste (de même qu'un grand nombre de ministres), des portefeuilles importants ont été renouvelés, notamment ceux des Relations extérieures, de l'Economie et des Finances, des Transports, de la Planification, de l'Industrie, ou de la Santé. L'opposition est divisée et marginalisée.
- ▶ Un projet de loi portant révision de la constitution a été adopté par l'assemblée nationale le 10 avril 2008. Plusieurs articles ont été modifiés, dont le plus controversé concerne la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels (la constitution en prévoyait deux). Aucun incident n'a cependant été signalé, contrairement au mois de février 2008, où des émeutes avaient éclaté en marge d'une manifestation de l'opposition et d'une grève des transporteurs. La relance de l'économie et de la croissance, la lutte contre la corruption, demeurent les priorités affichées par le gouvernement camerounais.

Situation économique

- ▶ Le pétrole continue à occuper une place importante dans l'économie camerounaise, dont il représente 50% des exportations en valeur (32 millions de barils de brut ont été produits en 2006). Hors pétrole, le solde commercial serait déficitaire (-343MEuros contre +336MEuros en prenant en compte le pétrole, pour l'année 2006). Le Cameroun doit aujourd'hui diversifier et consolider ses autres ressources. Outre le pétrole, le Cameroun exporte de l'aluminium et des produits primaires (bois, coton, cacao, café, banane et caoutchouc).
- ▶ Les flux avec les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont le Cameroun constitue la tête de pont maritime, ne représentent qu'une faible part des échanges commerciaux (en moyenne 3,6% depuis l'instauration de la zone de libre échange de la CEMAC en 1999). Les principaux partenaires commerciaux du Cameroun sont l'Union européenne, le Nigeria et la Chine. Après le report en août 2004 du point d'achèvement de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés), le Cameroun a franchi avec succès cette étape fin avril 2006. Cela lui a permis de bénéficier en juin 2006 d'une annulation de dette de 3,475 milliards \$ de la part des créanciers du Club de Paris (créanciers bilatéraux). La France, qui détenait 40% de la dette bilatérale du Cameroun (soit 1,7Md\$) a ainsi mis en oeuvre un « Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) », qui permet de réinjecter dans l'économie camerounaise environ 100MEuros par an pendant 5 ans. Le C2D français est principalement affecté aux objectifs prioritaires identifiés dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP).

Politique extérieure

- ▶ Le Cameroun reste relativement discret sur la scène régionale, même s'il représente une part importante de la population et du PIB de la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale). Sur le plan politique, la coopération du Cameroun avec ses voisins de la zone Franc reste embryonnaire (essentiellement en

matière de sécurité transfrontalière). Le Cameroun constitue une terre d'asile pour les réfugiés de la région.

- ▶ Pays hôte de trois Ecoles nationales à vocation régionale (centre de perfectionnement aux techniques de maintien de l'ordre [CPTMO] d'Awaé, pôle aéronautique à vocation régionale [PANVR] de Garoua, et Cours supérieur interarmées de défense [CSID]), le Cameroun pourrait s'impliquer davantage dans les mécanismes de concertation régionale et de prévention des conflits. Un contingent de 119 hommes a été déployé dans le cadre de la MICOPAX (Mission de consolidation de la paix en Centrafrique - précédemment Force multinationale de la CEMAC en Centrafrique - FOMUC) en mai 2008.
- ▶ Un projet de centre de formation au profit des forces de sécurité des pays africains francophones et anglophones en « sortie de crise » ou souhaitant participer activement aux opérations de maintien de la paix a été lancé avec le soutien du Département des Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU (école internationale des forces de sécurité - EIFORCES).
- ▶ Le litige avec le Nigeria relatif à la souveraineté de la presqu'île de Bakassi a été tranché par un arrêt de la Cour internationale de Justice du 10 octobre 2002, mais il a fallu attendre 2006 et l'accord de Greentree pour que le Nigeria s'y conforme. Le 14 août 2008, ce dernier a rétrocedé la dernière partie de la presqu'île de Bakassi qui était encore sous son autorité. Depuis la fin de l'année 2007, la situation à Bakassi est redevenue une source de préoccupation pour les autorités camerounaises, après plusieurs attaques meurtrières conduites par des groupes armés

Relations bilatérales

Relations politiques

- ▶ Le Président de la République Jacques Chirac s'était rendu les 24 et 25 juillet 1999 en visite d'Etat à Yaoundé, visite renouvelée à l'occasion du sommet Afrique-France (17-19 janvier 2001). Le Ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin avait pour sa part effectué une visite au Cameroun le 10 mars 2003 (dans le cadre des discussions sur l'Iraq) et le Ministre délégué à la Coopération, André Wiltzer, en décembre 2003.
- ▶ La mise en oeuvre d'un Contrat de Désendettement Développement (C2D) au Cameroun - le plus important pour la France en Afrique - a été l'occasion d'un approfondissement notable de notre relation bilatérale. La Ministre déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie, Brigitte Girardin s'est rendue au Cameroun les 21 et 22 juin 2006 pour la signature conjointe du C2D (537MEuros sur 5 ans) et du nouveau Document Cadre de Partenariat (DCP). Le Président Biya a effectué une visite officielle à Paris les 27 et 28 juillet 2006, qui a confirmé le renouveau et l'approfondissement des relations franco-camerounaises.
- ▶ En février 2007, à l'occasion du 24ème sommet Afrique-France, le président Biya a présidé une corbeille sur l'« l'Afrique et la société de l'information », puis a effectué une visite de travail en France du 22 au 26 octobre 2007, quelques semaines après un déplacement du Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la Francophonie, Jean-Marie Bockel, au Cameroun (1-3 octobre 2007).
- ▶ Le Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, M. Brice Hortefeux s'est rendu au Cameroun du 18 au 20 mai 2008.
- ▶ Mme Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, et M. Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie ont effectué une visite au Cameroun du 5 au 7 octobre 2008, à l'occasion d'une réunion des ministres des finances de la zone Franc.

Relations économiques

- ▶ Avec 97 filiales d'entreprises françaises présentes au Cameroun, la France fait partie des tous premiers investisseurs étrangers du pays. Les groupes français sont notamment présents dans les secteurs suivants : les hydrocarbures, l'agroalimentaire, le ciment, le bois, le BTP, les télécommunications, la logistique. Le nombre important de PME-PMI fondées par des Franco-camerounais témoigne de la vitalité des liens économiques tissés entre les deux pays.
- ▶ En 2006, pour la première fois, les échanges commerciaux entre la France et le Cameroun ont dépassé le milliard d'euros. La part de marché française reste stable après quelques années de recul, dans la première moitié des années 2000. La France absorbe 11,9% des exportations de biens camerounaises, notamment du pétrole brut, de l'aluminium, du bois, des bananes et du caoutchouc.

Coopération culturelle, scientifique et technique

- ▶ Le Cameroun a atteint le Point d'achèvement de l'initiative PPTTE le 28 avril 2006. À compter du Point d'achèvement, les échéances dues par le Cameroun à la France sont refinancées par des dons. Ces échéances constituent les ressources du C2D le plus important jamais signé en Afrique (537M Euros sur 5 ans, de 2006 à 2010). Les cinq points d'affectation principaux du C2D sont : santé et lutte contre le SIDA, éducation de base, infrastructures, développement agricole et sécurité alimentaire, environnement. La bonne gestion des fonds est contrôlée par des organes paritaires.
- ▶ Le DCP (Document Cadre de Partenariat) 2006-2010 concentre les efforts français autour de 4 pôles, au titre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : santé et lutte contre le SIDA, infrastructures, éducation de base, agriculture et sécurité alimentaire, ainsi que sur trois priorités transversales : l'enseignement et la recherche, la promotion de la diversité culturelle, la veille et la prospective. D'un montant de 713MEuros, le DCP s'appuie très largement sur les financements du C2D.
- ▶ La coopération militaire au Cameroun ne s'inscrit pas dans ces documents cadres mais relève de l'accord de coopération militaire signé le 21 février 1974. Elle a une double vocation intérieure (Etat de droit et maintien de l'ordre) et régionale (maintien de la paix) avec l'existence d'ENVR (Ecoles nationales à vocation régionale).

Relations avec l'Union européenne

- ▶ L'Union Européenne propose une aide importante au Cameroun (PIN du 8ème FED de 133MEuros, et 25 MEuros d'aide non programmable) mais n'en a déboursé qu'une faible part. Les conditions mises à ses interventions constituent un levier d'action sur les réformes mais aussi une source de difficultés dans le dialogue avec les autorités.
- ▶ Les principaux secteurs d'intervention de l'UE sont les transports (axes routiers de désenclavement et guichet unique au port de Douala), l'appui à la décentralisation (projet de 20 MEuros), la santé (restructuration des services centraux et provinciaux sur trois provinces) pour 11,3 MEuros, et les micro-projets. Sous Lomé IV, les opérations de la Banque européenne d'investissement se sont élevées à 23 MEuros (dont 9,5 sur ressources propres) et ont porté notamment sur le secteur énergétique

Post-scriptum : [<http://www.cidr.org/puce.gif>] [Carte du Cameroun](#)